

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'EXPOSITION
TEMPORAIRE INTITULÉE
« *LES ENERGIES DE LA TERRE* » AU MUSEE NATIONAL
ADRIEN DUBOUCHE A LIMOGES**

NUMERO : 2025-MAPA-19 (RELANCE)

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
commun à tous les lots
(CCAP)**

Pouvoir adjudicateur :

Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay
(Etablissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national)
1 rue Barbier du Mets
75013 Paris
SIRET : 939 106 274 00011

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur le directeur délégué à l'administration de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou aux cessions de créances :

L'agent comptable de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Ordonnateur :

Monsieur le directeur délégué à l'administration de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Comptable public assignataire des paiements :

L'agent comptable de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte en application des articles L.2123-1 1° et R.2123-1 1° du code de la commande publique.

ARTICLE 1^{er} - IDENTIFICATION ET PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, ci-après désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national », « le pouvoir adjudicateur » ou « l'acheteur ».

1.2. Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l'excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d'art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Sèvres), dans l'Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l'Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l'Oise (Beauvais).

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet les travaux d'aménagement de l'exposition temporaire intitulée « Les énergies de la Terre », présentée au musée national Adrien Dubouché à Limoges du 10 décembre 2025 au 6 avril 2026 (vernissage le 9 décembre 2025).

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à tous les lots (CCTP) ainsi que ses annexes, joints au dossier de consultation des entreprises, décrivent les prestations à réaliser, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

Lieu d'exécution : Limoges (87000)

2.2 - Allotissement

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent marché est décomposé en trois lots juridiques distincts, à savoir :

<i>Numéro du lot</i>	<i>Intitulé du lot</i>
1	Agencement
2	Signalétique
3	Soclage

Le présent CCAP est commun aux trois lots.

2.3 - Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'un marché ordinaire.

2.4 – Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir à sa charge ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

2.5 - Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG/Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché, et notifie cette désignation au pouvoir adjudicateur ou au titulaire. En l'attente de cette désignation et, à défaut, les personnes physiques signataires du présent marché sont seules habilitées à les engager. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

1.6 - Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté,
- Échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception),
- Lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

ARTICLE 3 – INTERVENANTS

3.1 - Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Le pouvoir adjudicateur est l'Établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national sis 1 rue Berbier du Mets 75013 Paris, représenté par Monsieur Mickaël Roncier-Desvages, en qualité de directeur délégué à l'administration. Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « *pouvoir adjudicateur* » ou de « *maître d'ouvrage* ».

3.2 - Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'entreprise S.A.R.L. SCENO désigné dans les différents documents sous le nom de « *maître d'œuvre* » ou de « *scénographe* ».

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG/Travaux, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage qui les notifiera au titulaire. Toutefois, **par dérogation aux articles 13 à 16, 52.3 et 53 du CCAG/Travaux**, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera lui-même les décisions relatives :

- à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient,
- à l'autorisation de reprendre les travaux suite à des mesures coercitives,
- à l'interruption ou à l'ajournement des travaux.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions de l'une de ces décisions appellent de sa part des réserves et, **par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/Travaux**, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître d'œuvre et au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours.

3.3 - Représentant du titulaire

Est entendu par « titulaire » l'entreprise attributaire du marché pour le(s) lot(s) qui la concerne(nt), pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

Le titulaire désignera dans son offre les personnes chargées de l'exécution du présent marché. Le titulaire désignera notamment le chef de chantier qui devra être présent en continu lors des travaux.

Si en cours d'exécution du présent marché, la ou les personne(s) désignée(s) ci-dessus venai(en)t à être remplacée(s), le titulaire a obligation d'en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre et de leur communiquer immédiatement le nom, les titres ainsi que les coordonnées du ou des remplaçant(s).

ARTICLE 4 - LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Pour chaque lot, **et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux**, les pièces contractuelles particulières, dont les originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seules foi, et leur ordre de priorité sont les suivants :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
 - Annexe n° 2 : Actes spéciaux de sous-traitance (le cas échéant),
- Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP), commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), commun à tous les lots, et ses neuf (9) annexes, à savoir :
 - 01_Lots 1-2-3_Dossier graphique
 - 02_Lot 1. Dossier technique Agencement
 - 03_Lot1. Eclairage-électricité
 - 04_Lot 2_Dossier signalétique
 - 05_Lot 3_Dossier soclage
 - 06_Lot 3_Liste soclage-rotations
 - 07_Liste d'œuvres pour information
 - 08_Plans des salles
 - 09_Description locaux
 - 10_Planning général prévisionnel
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCAG/Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n° 0078 du 1er avril 2021).
- le cadre de réponse technique remis par le titulaire de chaque lot, y compris son calendrier prévisionnel d'exécution ;
- les ordres de service ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modificatifs postérieurs à la notification du marché.

Le marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. En signant l'acte d'engagement, le titulaire est réputé accepter sans réserve l'ensemble des documents constitutifs du marché. **Les compléments ou les modifications doivent être constatés par voie d'avenant dûment signé par les représentants habilités de chaque partie, à défaut de quoi, ce sont les pièces initiales qui feront foi.**

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. En cas de contradiction entre les stipulations du CCAP et/ou du CCTP et leurs annexes, et les stipulations contenues dans la proposition du titulaire, ces dernières seront réputées nulles et non écrites. En cas de contradiction entre plusieurs pièces graphiques, la priorité sera donnée dans l'ordre décroissant de leur échelle (1/1 - 1/2 - 1/5 - 1/10, etc.).

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans le cadre de l'exécution du marché, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution des prestations.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation, ainsi que de l'homologation des normes. En cas d'évolution pendant l'exécution du marché des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfère, le titulaire doit en informer par écrit le pouvoir adjudicateur dès qu'il est censé en avoir eu connaissance en sa qualité de professionnel pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution. Cette information doit être accompagnée d'une analyse au moins sommaire des incidences de ces évolutions sur les prestations. La décision du pouvoir adjudicateur est alors notifiée par écrit au titulaire dans un délai d'un (1) mois. À défaut de notification, cette évolution n'est pas prise en compte. En l'absence d'initiative du titulaire, celui-ci est réputé avoir intégré cette évolution dans ses prestations, sans incidence sur le prix de sa rémunération.

Cession de créance - Nantissement - Pièces à délivrer au titulaire :

Il ne sera pas délivré, **par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/Travaux**, d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité pour cession de créance ou nantissement, lors de la notification du marché au titulaire. Cependant, sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance. La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des travaux, dans les conditions prévues par les articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHE – CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX – TVA – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIFS – AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA MASSE DE TRAVAUX

6.1 - Prix du marché

La monnaie de comptes du présent marché est l'Euro.

Les travaux seront réglés par application du prix global et forfaitaire propre à chaque lot stipulé à l'article 2.1 de l'acte d'engagement.

6.2 - Contenu des prix

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux, telles que visées à l'article 9.1 du CCAG/Travaux. Ils comprennent notamment les sujétions découlant :

- des prestations, telles que décrites dans le CCTP ;
- de la législation du travail ;
- des sujétions liées à l'exécution des travaux en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services dans les locaux où sont effectués les travaux ;
- des sujétions liées à l'exécution des travaux dans des établissements classés E.R.P., monuments historiques, etc. ;
- des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien, ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution ;

- des dépenses de réparation et de remise en état des installations et équipements existants éventuellement détériorés par le titulaire ;
- des dépenses liées à l'évacuation des emballages ou conditionnement des fournitures ;
- des frais d'établissement des devis, des factures ou mémoires ;
- de la fourniture des petits matériaux ou matériels décrits dans les devis ;
- de la fourniture de tous les éléments annexes, provisoires ou complémentaires, qui bien que ne figurant pas dans les pièces contractuelles, s'avèreraient nécessaires à l'exécution des ouvrages dans les règles de l'art ;
- des frais de transports ;
- des frais d'études nécessaires à l'exécution des travaux et à soumettre au maître d'œuvre ;
- des intempéries, dans les conditions fixées à l'article 8.5 du présent CCAP ;
- des frais, taxes de toutes sortes, ainsi que les primes d'assurance souscrites par le titulaire ;
- des dépenses liées à la gestion, à l'évacuation au tri et au traitement des déchets, y compris les déchets dangereux ;
- des démarches et de la délivrance des autorisations d'occupations temporaires en surface ou en tréfonds du domaine public ou privé, aux permissions de voirie, aux autorisations de mise à disposition des emplacements nécessaires aux installations de chantier, aux dépôts et convoiement des déblais, à l'utilisation d'engins de chantier, les démarches auprès des concessionnaires, administrations et collectivités publiques concernées ;
- de la nécessité éventuelle d'exécuter les prestations en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes ou en dehors des jours normalement ouvrés) ;
- de toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.
- les frais relatifs à la main d'œuvre, au matériel, aux transports quels qu'ils soient ;
- les frais liés aux conditions d'exécution décrites à l'article 10 du présent CCAP ;
- de tous les frais généraux, faux-frais, aléas bénéfiques ;
- de tous les frais inhérents à l'hygiène et à la sécurité ;
- de toutes les sujétions liées aux nuisances sonores, vibratoires et poussières ;
- de tous les frais d'installation, de clôture du chantier, de nettoyage et de remise en état des abords après les travaux ;
- de tous les frais de réalisation de tous relevés, diagnostics ou études complémentaires jugés nécessaires par le titulaire ;
- de tous les frais de transport, de levage et de manutention à l'intérieur et à l'extérieur du chantier ;
- de tous les frais liés à l'élaboration et à la transmission des documents d'exécution ;
- de tous les frais liés à la mise en stockage provisoire dans les locaux du titulaire ou/et dans un lieu défini par le pouvoir adjudicateur, avant déballage et mise en place définitive ;

- de tous les frais liés à la dépose et à l'évacuation des protections à la fin du chantier ;
- de tous les frais résultant des demandes et observations du maître d'œuvre, concernant notamment la reprise de plans ;
- de toutes les sujétions liées aux difficultés d'approvisionnement et de stockage sur site ;
- de tous les frais d'élaboration, d'établissement et de reproduction du dossier des ouvrages exécutés ;
- le cas échéant, les frais de réalisation et de mise au point des prototypes et de fourniture des échantillons tels que prévus à l'article 1.9.2 du CCTP ;
- des sujétions étant susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages d'autres corps d'état.

En complément de l'article 9.1 du CCAG/Travaux, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix du marché :

- En cas de cotraitance, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

L'ensemble des prix sont réputés comprendre toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement complet des prestations, objet du présent marché.

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

6.3 - Variation des prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois Mo, à savoir le mois de remise de l'offre initiale ou, en cas de négociation, de l'offre finale.

Le présent marché est conclu à prix fermes non actualisables.

6.4 – Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Les prix du marché sont hors TVA. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent à l'époque du fait générateur du taux ou de l'assiette prévue dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire ou d'un manquement de ce dernier dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

6.5 - Travaux supplémentaires ou modificatifs

Par dérogation aux articles 13.1 et 13.4 du CCAG/Travaux, l'ordre de service ayant pour objet des prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, fixe le délai maximum dans lequel le titulaire doit transmettre au maître d'œuvre son devis. Ce dernier devra être détaillé et accompagné des métrés ; il reprendra les codes et références figurant dans la DPGF.

Par dérogation à l'article 13.4 du CCAG/Travaux, l'ordre de service fixant les prix provisoires des prestations supplémentaires ou modificatives intervient au plus tard dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du devis par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le titulaire omettrait de transmettre ces éléments dans les délais impartis, le maître d'œuvre pourra établir un ordre de service sur la base de prix provisoires.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG/Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires fixés par ordre de service si, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'ordre de service, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet, s'ils ne sont pas incorporés dans un avenant, d'un état supplémentaire de prix forfaitaires, signé des deux parties.

6.6 - Augmentation et diminution dans la masse des travaux

Il n'est pas fait application des articles 15 et 16 du CCAG/Travaux.

ARTICLE 7 – CLAUSES DE SÛRETÉ ET DE FINANCEMENT

7.1 - Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée au titulaire.

7.2 - Avance

Une avance sera accordée au titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse par le titulaire.

Le taux de l'avance, lorsque celle-ci doit être versée, est fixée à cinq pour cent (5%).

Toutefois, lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 10 %.

Le montant de l'avance sera calculé, par application de ce taux, dans les conditions définies aux articles R.2191-6 à R.2191-10 du code de la commande publique.

Il est exigé du titulaire une garantie à première demande en contrepartie de l'avance. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci. Le pouvoir

adjudicateur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois à compter de la notification du marché, sous réserve de la production de la garantie. Le règlement de l'avance interviendra dans le délai fixé ci-dessous. La remise de la garantie à première demande doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. Dans l'hypothèse où la garantie n'est pas constituée dans les conditions ci-avant, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité d'obtenir cette avance.

ARTICLE 8 - RÈGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

8.1 – Modalités de règlement du prix

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG/Travaux précisé ou modifié comme suit. Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage. Le versement de ces acomptes n'a qu'un caractère provisoire et ne saurait affecter les opérations de vérification ou de réception définitive des prestations.

8.2 - Demandes de paiement

8.2.1 - Demandes de paiement d'acompte

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG/Travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur (au plus tard lors du règlement de l'acompte) si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

8.2.2 - Demande de paiement finale

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG/Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre et au pouvoir adjudicateur son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 11.2 du CCAG/Travaux,
- date de remise des documents demandés en application de l'article 40 du CCAG/Travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG/Travaux :

- Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- Lorsque le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 13.4.4 du CCAG/Travaux et qu'en l'absence de notification du décompte général par le pouvoir adjudicateur

dans un délai de trente (30) jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif.

A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

Dans le cas d'une réception avec réserves, **par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG/Travaux**, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des dates ci-après :

- trente (30) jours à compter de la levée de la dernière des réserves ;
- trente (30) jours à compter du règlement définitif du nouveau marché.

8.3 - Règlements en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

8.4 – Règlement en cas de sous-traitance

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

8.5 - Présentation des demandes de paiement

Le titulaire transmet sa demande de paiement par voie dématérialisée via CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), dans le respect des dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-7 et D.2192-1 à D.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique.

8.6 - Délai de paiement – Intérêts moratoires

Le délai de paiement des sommes dues est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus. Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les

plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

ARTICLE 9 – DURÉE DU MARCHÉ - RECONDUCTION - DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

9.1 - Durée du marché – Reconduction

Chaque lot est conclu à compter de sa date de notification au titulaire et prendra fin à l'issue du démontage complet des installations et la réception sans réserve de ces travaux.

Le présent marché ne sera pas reconduit.

9.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est stipulé à l'article 3 de l'acte d'engagement. **Par dérogation à l'article 18 du CCAG-Travaux**, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

9.3 - Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier prévisionnel des études et des travaux sert à l'établissement du calendrier détaillé d'exécution sur la base des éléments fournis par le titulaire.

a) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation du titulaire. Il fixe le délai global d'exécution. Après acceptation par le titulaire, le calendrier détaillé d'exécution est remis au maître d'œuvre pour être soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Le délai d'exécution commence à courir à partir de la date de notification du marché.

c) Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution fixé à l'acte d'engagement.

d) **Par dérogation aux articles 4.1 et 28.2 du CCAG-Travaux**, le calendrier détaillé d'exécution visé en a), éventuellement modifié comme il est indiqué en c), est rendu contractuel par ordre de service notifié au titulaire.

e) Le calendrier prévisionnel d'exécution demeure valable et s'applique tant que le calendrier détaillé d'exécution n'aura pas été validé.

C'est le calendrier prévisionnel d'exécution puis, une fois notifié par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution qui permettra la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux et l'application des pénalités prévues.

9.4 - Suivi des calendriers

Le suivi de l'exécution des travaux sera réalisé par le maître d'œuvre conformément au calendrier établi. Le titulaire informera régulièrement le maître d'œuvre de l'avancement des prestations, notamment en cas d'écarts significatifs par rapport au calendrier (avances, retards, motifs, prévisions de rattrapage). Ce suivi pourra être adapté en fonction des modalités d'intervention, notamment lors des phases de fabrication en atelier.

9.5 – Prolongation du délai d'exécution

- En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à cinq (5) jours ouvrés.

- En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés (**pour autant, qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, dûment constatée par le maître d'œuvre**) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité ci-dessous :

- précipitations journalières supérieures ou égales à 15 mm entre 07h00 et 18h00.
- températures moyennes de la journée inférieures à -6°C à 07h00 et encore inférieure à 2°C à 11h00.
- enneigement supérieur à 5 cm à 07h00.

Phénomènes constatés à l'observatoire de Limoges.

- **Par dérogation au troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux**, les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux.

9.6 - Pénalités

Le(s) manquement(s) du titulaire de son propre fait peut(peuvent) donner lieu à pénalité. Si le pouvoir adjudicateur demande l'application des pénalités décrites ci-dessous et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

9.6.1 - Pénalités dans l'exécution des travaux

En cas de dépassement du délai global d'exécution des travaux définis dans le calendrier détaillé d'exécution (conformément à l'article 9.3 du présent CCAP), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de cent (100,00) euros par jour de retard constaté. Ces stipulations s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le calendrier détaillé d'exécution. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

9.6.2 – Non-respect du plan de prévention

Tout manquement au plan de prévention entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de cent (100,00) euros par manquement constaté par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre.

9.6.3 – Absence aux réunions de chantier

L'absence à une réunion de chantier (art 10.11 du CCAP) entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de cent (100,00) euros par absence constatée.

9.6.4 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail

Sur demande écrite du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire produira les documents visés à l'article 13 du présent CCAP. Une pénalité forfaitaire de cent (100,00) euros sera appliquée par jour de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du pouvoir adjudicateur aura fixé dans son courrier.

9.6.6 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que les délais impartis comprennent ceux nécessaires au repliement des installations du chantier et à la remise en état des lieux. **Conformément à l'article 37.1 du CCAG/Travaux**, les matériels et matériaux sans emploi seront dégagés au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

En outre, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un tel retard, ces prestations seront exécutées aux frais du titulaire sans préjudice de l'application de la pénalité forfaitaire fixée à cent (100,00) euros par jour de retard constaté.

9.6.7 – Retard dans la levée des réserves à la réception

En cas de retard dans la levée des réserves relevant de l'article 41.6 du CCAG/Travaux, le titulaire la pénalité de deux cent (200,00) euros par jour de retard par réserve non levée.

9.6.8 - Gestion des déchets

Par dérogation à l'article 36.2 du CCAG/Travaux, si le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant des travaux, il sera fait application des dispositions de l'article 36.2 du CCAG/Travaux et d'une pénalité forfaitaire de cent euros (100,00 €) par jour de retard constaté à compter de la notification de la mise en demeure du titulaire jusqu'à l'évacuation effective des déchets et, à défaut, jusqu'à la prise en charge des déchets par un autre prestataire.

9.6.9 – Badges

En cas de non port du badge ou en cas de perte d'un badge, le pouvoir adjudicateur appliquera au titulaire une pénalité forfaitaire de cent euros (100,00 €) par manquement constaté.

9.7 – Modalités de recouvrement des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, le titulaire sera exonéré des pénalités lorsque le montant total de ces dernières ne dépasse pas 2 000,00 € pour l'ensemble du marché. Les pénalités se cumulent entre elles.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG/Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG/Travaux, toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par le maître d'œuvre ou le pouvoir adjudicateur.

Les pénalités sont applicables de plein droit sans mise en demeure préalable, sur simple constat du maître d'œuvre ou du pouvoir adjudicateur, et ne représentant aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles, notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle, notamment de faire résilier tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas de cotraitants (groupement solidaire ou conjoint), les pénalités sont, sauf stipulation différente mentionnée comme telle dans la proposition, notifiées au mandataire à qui il appartient de les répartir éventuellement entre les cotraitants et qui demeure responsable de leur paiement.

Le recouvrement des montants cumulés des pénalités s'opère par un décompte fait sur tout montant dû au titulaire, au titre du présent marché, réglé à terme échu par le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur peut également recouvrer les pénalités, le cas échéant, par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 10 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

10.1 - Provenance des matériaux et produit

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

10.2 - Échantillons

Il appartiendra au titulaire de présenter à ses frais dans les délais, à l'approbation du maître d'œuvre, tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments demandés au CCTP.

Les échantillons témoins conservés dans un local du chantier ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans les ouvrages.

Lorsque le CCTP prévoit des essais destructifs pour certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu) les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

L'appréciation de la similitude des matériaux présentés par le titulaire avec les matériaux de référence prescrits au CCTP appartiendra au maître d'œuvre. En cas de divergence de vue avec le titulaire en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériaux de référence eux-mêmes.

Les dates de présentation des échantillons seront déterminées par le maître d'œuvre pour permettre le respect du calendrier.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du maître d'œuvre sur les échantillons présentés.

ARTICLE 11 – PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

11.1 – Conditions générales d'exécution

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que ces travaux ont lieu sur un site en activité (musée national ouvert au public. Toutes les dispositions sont à prendre pour s'assurer du respect du règlement intérieur du site, afin d'éviter toutes perturbations.

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, le titulaire obtiendra tout accord préalable auprès du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques.
- b) l'exploitation normale du domaine public et des services publics.
- c) le cas échéant, l'exécution simultanée d'autres travaux.
- d) la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations.
- e) la bonne maîtrise de l'ensemble des nuisances de chantier, afin d'éviter toute plainte des riverains tiers.
- f) le strict respect, à tout moment, des consignes et recommandations formulées soit par les services du maître d'ouvrage, soit par la maîtrise d'œuvre, notamment en vue d'empêcher toute intrusion et d'assurer la sécurité et la sûreté des lieux.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels pendant la durée de l'opération toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.).
- Odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc.).
- Poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc.
- Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés conformément à la réglementation en vigueur provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte du chantier.
- État défectueux des voies et accès, boues et gravois, au passage des engins et camions, tranchée pour canalisations.
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, le titulaire devra en référer au maître d'œuvre.

11.2 - Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à exécution des travaux - Vérification préalable

Le titulaire est réputé avoir avant la remise de son offre :

- 1) Pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.

- 2) Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance.
- 3) Contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le CCTP, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Service des Eaux, Gaz de France, Électricité, Télécom, etc.).

L'ensemble des plans de détails établis par la maîtrise d'œuvre constitue le dossier de consultation des entreprises. Les compléments nécessaires à ces documents pour la réalisation des ouvrages, sont à la charge du titulaire, ainsi que toutes les études d'exécution. Le titulaire doit effectuer les compléments de relevés nécessaires à ses études d'exécution et devra la coordination de ses études avec les dispositions des ouvrages existants. Le titulaire doit effectuer toute enquête technique complémentaire nécessaire à ses études d'exécution.

Tous les documents graphiques et écrits non joints au DCE, mais nécessaires à la réalisation des travaux (plans d'exécution et de réservations, plans d'atelier et de chantier, etc.) sont à la charge du titulaire.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du pouvoir adjudicateur reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

11.3 - Prise en charge des ouvrages existant et état des lieux

Des constatations contradictoires concernant les lieux et locaux où seront réalisés les travaux seront effectuées préalablement au démarrage des travaux et à l'issue de ces derniers.

Les opérations de constat relatif à l'état des locaux ainsi que les constatations contradictoires concernant les prestations exécutées ou les circonstances de leur exécution peuvent être faites sur la demande, soit du titulaire, soit du pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes :

- A) Les constatations contradictoires faites pour la sauvegarde des droits éventuels de l'une ou de l'autre des parties ne préjugent pas l'existence de ces droits ; elles ne peuvent porter sur l'appréciation de responsabilités.
- B) Le représentant du pouvoir adjudicateur fixe la date des constatations lorsque la demande est présentée par le titulaire. Cette date ne peut être postérieure de plus de huit (8) jours à celle de la demande. Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé sur-le-champ par le représentant du pouvoir adjudicateur contradictoirement avec le titulaire. Si le titulaire refuse de signer ce constat ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les quinze (15) jours qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves au représentant du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.
- C) Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour les prestations qui ne pourraient faire l'objet de constatations ultérieures, notamment lorsque les ouvrages doivent se trouver par la suite cachés ou inaccessibles. A défaut, et sauf preuve contraire fournie par lui et à ses frais, il n'est pas

fondé à contester la décision du représentant du pouvoir adjudicateur relative à ces prestations.

D) Dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas opéré les constatations contradictoires prévues ci-avant dans les huit (8) jours de la demande qui lui a été faite, le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur. Celui-ci notifie au titulaire la date des constatations. Il l'informe également qu'il sera présent ou représenté à la date des constatations, et assisté, s'il le juge utile, d'un expert.

Le titulaire est tenu de prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour se prémunir de toute dégradation des ouvrages existants (cloisons, vitrages, habillages, appareils d'éclairage, sols, équipements divers, etc.). En cas de dégradations constatées à l'issue de l'intervention du titulaire, celui-ci s'engage à assurer à ses frais la remise en état des ouvrages dégradés.

11.4 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/Travaux, aucune période de préparation n'est prévue.

11.5 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail

Il est précisé que le maître d'œuvre n'est pas chargé des études d'exécution des ouvrages.

Les études d'exécution seront réalisées par le titulaire. Ces études seront soumises au maître d'œuvre pour visa préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG/Travaux.

Ces documents seront uniquement fournis au format PDF, via le site de partage de fichier France Transfert.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge. Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG/Travaux, le titulaire ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu en temps utile le visa du maître d'œuvre sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces validations, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant en découler.

En complément de l'article 29.1.3 du CCAG/Travaux, il est précisé que le titulaire demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le maître d'œuvre, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

Autres obligations du titulaire :

- signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans,

- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis.

Les documents établis par le titulaire ne peuvent en aucun cas modifier les stipulations du marché, sauf dérogation expresse qui serait alors notifiée par ordre de service.

Si, à la suite de la transmission de plans d'exécution au visa du maître d'œuvre, ce dernier est conduit après contrôle à faire des observations et/ou des réserves nécessitant une reprise du ou des plans par le titulaire, en aucune manière cette reprise ou mise à jour de plans ne doit remettre en cause le calendrier des études et ne doit engendrer une rémunération supplémentaire pour reprise d'étude.

11.6 - Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur s'engagent réciproquement au respect des règles relatives aux obligations de confidentialité et de protection des données à caractère personnel, dans les conditions définies par l'article 5 du CCAG/Travaux.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les informations transmises par le pouvoir adjudicateur pour la bonne exécution des prestations, à d'autres fins que celles définies par les pièces constitutives du présent marché.

Le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aurait connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord expresse préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire devra veiller à ce que l'ensemble des intervenants opérant sous ses ordres respecte ces règles fondamentales.

Le non-respect de ces stipulations entraîne l'application des stipulations de l'article 15.2 du présent CCAP.

11.7 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG/Travaux.

Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG/Travaux, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du présent marché sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant au contrat.

11.8 - Protection de l'environnement

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG/Travaux.

Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/Travaux, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de l'environnement en cours d'exécution du présent marché sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant au contrat.

11.9 - Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

11.9.1 - Emplacement des installations de chantier

Le CCTP définit les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux. Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par le titulaire.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

11.9.2 - Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale

Le CCTP définit les emplacements qui seront mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour les dépôts provisoires ou définitifs de tout ou partie des déblais et/ou des terres végétales.

11.9.3 - Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L.4211-1 et -2, L.4531-1 à -3, L.4532-1 à -18 et R.4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

Le chantier n'est pas soumis à un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS). Toutefois, le titulaire devra établir un plan de prévention.

Tout travail qui n'est pas réalisé suivant les prescriptions du plan de prévention peut justifier l'ajournement total ou partiel des travaux, sans préjudice des dispositions ci-dessus. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 53.1.1 du CCAG/Travaux**, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à ce titre.

11.9.4 - Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/Travaux, il ne sera pas tenu par le maître d'œuvre un registre de chantier.

11.9.5 - Circulation des engins et véhicules et nettoyage des voies d'accès au chantier

Le titulaire prendra toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques, les abords et voies d'accès des zones chantiers du site empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectuera en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Au cas où il ne procéderait pas en temps utile au nettoyage demandé par le maître d'œuvre sur le chantier, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire procéder à ce nettoyage, par l'entreprise de son choix, aux frais du titulaire, sans mise en demeure préalable conformément à l'article 31.4.4 du CCAG/Travaux.

Les sommes correspondantes étant retenues sur le premier décompte mensuel suivant. Cette possibilité que se réserve le maître d'œuvre est réputée n'atténuer en rien la responsabilité du titulaire vis-à-vis de l'ouvrage public ou aux usagers de la voie publique.

Le titulaire devra s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux voies d'accès.

11.9.6 - Nettoyage de chantier

Indépendamment de l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire doit le maintien permanent en état de propreté et le nettoyage au moins hebdomadaire de son emprise de chantier. Outre le nettoyage de chantier et la remise en état des emplacements des installations, le titulaire devra veiller au nettoyage définitif des surfaces terminées avant réception.

11.9.7 – Obligations relatives au personnel

Le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du maître d'œuvre les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du site. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités morales ou techniques nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations dont il est fait état dans cet article.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer dans tous les locaux du site sans exception.
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse.
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments du site.
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente.

- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner, à la demande du pouvoir adjudicateur ou de la maîtrise d'œuvre, l'exclusion du contrevenant.

Par ailleurs, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient en application de l'article 31.5.1 du CCAG/Travaux, d'une part, et être muni d'un badge pour le contrôle d'accès, d'autre part.

Le titulaire est, en outre, tenu de se conformer aux stipulations de l'article 31.5 du CCAG/Travaux relatives à l'identification et à l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes employées sur le chantier. Le titulaire est tenu de produire cet enregistrement aux personnes visées à l'article 31.5.3 du CCAG/Travaux dans un délai de sept (7) jours.

11.10 - Démarches et autorisations administratives

Le pouvoir adjudicateur fait son affaire de l'obtention et de la délivrance au titulaire des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché.

11.11 – Réunion de chantier

Les dates et heures de réunion de chantier seront fixées par le maître d'œuvre et le représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter par un collaborateur ayant le pouvoir de décision.

Le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre, en fonction des sujets abordés, en dresse le compte-rendu et le notifie au titulaire. Les comptes rendus relatent notamment les sujets abordés, les observations éventuelles et les décisions prises lors de ces réunions. Le titulaire s'oblige à tenir compte des observations du pouvoir adjudicateur et des décisions portées dans ce compte-rendu. En l'absence de remarques écrites du titulaire sur celui-ci, dans un délai de cinq (5) jours à compter de l'envoi dudit compte-rendu (par mail et le cas échéant par courrier), les décisions qui y sont formulées sont réputées acquises et acceptées par les parties.

11.12 - Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG/Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du pouvoir adjudicateur en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

ARTICLE 12 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

12.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Le pouvoir adjudicateur sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le pouvoir adjudicateur seront à la charge de ce dernier. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge du titulaire ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le maître d'œuvre et le pouvoir adjudicateur.

12.2 - Réception

La réception est l'acte par lequel le pouvoir adjudicateur accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG/Travaux.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG/Travaux. Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG/Travaux, la prise de possession par le pouvoir adjudicateur, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service. Dans ce cas, et **par dérogation aux articles 42.3 et 44.1 du CCAG/Travaux**, le délai de garantie de parfait achèvement est prolongé d'un délai correspondant à l'écart entre la réception partielle et la réception définitive.

La date de réception sera unique pour tous les lots, et prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage, sauf identification d'une partie d'ouvrage constitutive d'un lot qui ferait l'objet d'une réception partielle comme indiqué ci-dessus. Cependant, un constat d'achèvement des travaux pourra être établi lorsqu'un entrepreneur en fera la demande.

12.3 - Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE, tels que définis au CCTP.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'œuvre.

12.4 - Délai de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG/Travaux ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

ARTICLE 13 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

13.1 - Lutte contre le travail dissimulé

Dispositif de vigilance :

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail, ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le titulaire transmet tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de son (ses) sous-traitant(s) éventuels.

Dispositif d'alerte :

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé par les instances de contrôle d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui en joint, par tout moyen prévu à l'article 1.6 du présent CCAP, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche. Le titulaire dispose d'un délai de deux (2) mois pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire.

13.2 - Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, si le titulaire a recours à l'emploi de travailleurs étrangers, il remet au pouvoir adjudicateur tous les six (6) mois la liste nominative des salariés étrangers employés. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés (articles L.1261-1 et suivants). Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au pouvoir adjudicateur une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

ARTICLE 14 - ASSURANCES

14.1 – Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire, ou chacun des cotraitants, doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra produire celle-ci dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 8.6.7 ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

A - RC en cours travaux

Entreprises de gros-œuvre (montant de garantie par sinistre) :

- dommages corporels ; matériels et immatériels consécutifs : 7,6 millions €
- immatériels purs ou non consécutifs : 3 millions €

Second-œuvre et lots techniques (montant de garantie par sinistre)

- dommages corporels ; matériels et immatériels consécutifs : 4,5 millions €
- immatériels purs ou non consécutifs : 1,5 millions €

B - RC après travaux

Le titulaire doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux, et pour un montant minimum de 3 millions € par année d'assurance.

C - Justificatif d'assurance

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du marché et le titulaire, ou chacun des cotraitants, devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur, et dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

En cours d'exécution du marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le titulaire s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur, par tout moyen prévu à l'article 1.6 du présent CCAP, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

Le titulaire, ou chaque cotraitant, s'engage à obtenir de ses sous-traitants éventuels la justification de la souscription des assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

14.2 - Installations et engins de chantier

Le titulaire fera son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché et non destinés à être incorporés dans les ouvrages réalisés.

Il veillera notamment à ce que les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient aussi garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en dehors de toute circulation.

Il s'assurera aussi pour les risques en cours de transport étant bien précisé ici que la clause 50/50 sera appliquée en cas de dommages constatés après livraison sur le site lors du déballage entre son assureur "transport" et ceux auprès desquels le représentant du pouvoir adjudicateur aura souscrit ses assurances.

14.3 - Dispositions diverses

14.3.1 - Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché. De même le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

14.3.2 - Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, et des fournisseurs. Le titulaire ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

ARTICLE 15 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG/Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute les stipulations suivantes :

15.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Il sera fait application de l'article 50.4 du CCAG/Travaux, **et par dérogation à cet article**, aucune indemnisation forfaitaire ne sera versée titulaire.

15.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 46.3 du CCAG/Travaux avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- **En complément à l'article 50.3 du CCAG/Travaux**, en cas de non production dans les huit (8) jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire, restée sans effet dans un délai fixé, **par dérogation à l'article 52.1 du CCAG/Travaux**, à huit (8) jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- Il est précisé que l'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et suivants du code de la commande publique entraîne, par décision du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire, ce de manière expresse, par tout moyen prévu à l'article 1.6 du présent CCAP.
- En cas de non-respect, par le titulaire, ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article 12 ci-avant, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire ou cotraitant, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, **et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG/Travaux**, le titulaire, ou le cotraitant dispose de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.
- Le pouvoir adjudicateur pourra résilier unilatéralement le présent marché pour faute du titulaire, à ses frais et risques, en cas de manquements aux stipulations contractuelles sur le traitement des données personnelles. Par ailleurs, en cas de non-respect du RGPD, le pouvoir adjudicateur et le titulaire encourront chacun au titre de leur manquement respectif une amende administrative, étant précisé qu'ils seront solidairement responsables du dommage causé par le traitement vis-à-vis de la personne concernée.

- Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché (notamment les frais de publicité) après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

15.3 - Résiliation pour événements extérieurs au marché

Il sera fait application de l'article 50.1 du CCAG/Travaux.

15.4 - Résiliation pour cas de force majeure

Aucune des parties n'est tenue pour responsable vis-à-vis de l'autre partie par suite de manquement ou retard dans l'exécution totale ou partielle de ses obligations au titre du présent marché, pour autant que cette défaillance ait pour origine ou résulte d'un cas de force majeure tel que défini par la jurisprudence française.

La partie invoquant un cas de force majeure en informe l'autre partie immédiatement par tout moyen visé à l'article 1.6 ci-avant, dès qu'elle apprend la survenance de cet événement en fournissant toutes les preuves nécessaires et en expliquant la nature de la force majeure, en indiquant sa durée prévisible et en informant l'autre partie des mesures prises ou envisagées pour mettre fin à ce cas de force majeure. Elle doit également informer l'autre partie immédiatement et par tout moyen visé à l'article 1.6 ci-avant, de la fin du cas de force majeure. L'autre partie a le droit de vérifier et de contrôler la réalité des faits allégués.

Les parties s'efforcent de trouver, d'un commun accord, une solution aux difficultés causées par le cas de force majeure. En l'absence d'accord entre les parties et dans le cas où l'événement de force majeure durerait depuis plus de quinze (15) jours, chacune des parties aura le droit de résilier le présent marché en totalité et automatiquement, moyennant avis adressé à l'autre Partie par tout moyen visé à l'article 1.6 ci-avant, et sans qu'aucune indemnité de quelque nature que ce soit ne soit due à l'autre partie.

ARTICLE 16 – LITIGES

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tout différend, litige ou autre contestation lié à la conclusion, la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent marché, y compris leurs suites et leurs conséquences, sera porté devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG/Travaux, le délai de réponse à compter de la réception du mémoire de réclamation au-delà duquel le titulaire se voit opposer une décision de rejet tacite est de trois (3) mois.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE 17 - CLAUSES DE RÉEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres stipulations du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

17.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- liquidation judiciaire,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles et techniques, économiques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire lors de l'attribution du marché. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut :

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.

- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

17.2 – Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

Les dérogations au CCAG/Travaux sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

Article du CCAP	Article du CCAG-Travaux
Article 3.2	Articles 13 à 16
Article 3.2	Article 53
Article 3.2	Article 3.8.2
Article 4	Article 4.1
Article 4	Article 4.2
Article 6.5	Article 13.1
Article 6.5	Article 13.4
Article 6.5	Article 13.5
Article 8.2.1	Article 12.2.2
Article 8.2.2	Article 12.3.2
Article 8.2.2	Article 12.4.4
Article 8.2.2	Article 12.4.2
Article 9.2	Article 18
Article 9.3	Article 4.1
Article 9.3	Article 28.2
Article 9.5	Article 18.2.3 3è alinéa
Article 9.6.8	Article 36.2
Article 9.7	Article 19.2.1
Article 11.4	Article 19.2.4
Article 11.5	Article 29.1.5
Article 11.7	Article 6.2
Article 11.8	Article 7.2
Article 11.9.3	Article 53.1.1
Article 11.9.4	Article 28.5
Article 12.2	Article 42.2
Article 12.2	Article 42.3
Article 12.2	Article 44.1

Article 12.3	Article 40
Article 15.1	Article 50.4
Article 15.1	Article 52.1
Article 16	Article 55.1.2